



Le dimanche 27 juillet 2014

## Conférence à Paris : le régime iranien foyer de la guerre confessionnelle

**Le 26 juillet 2014** – A l'occasion du mois de Ramadhan, Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a participé à une conférence à Paris intitulée «La dictature religieuse foyer de la guerre confessionnelle au Moyen-Orient». Elle y a estimé que le régime du guide suprême était l'instigateur de l'extrémisme sous couvert de l'islam et le principal facteur des malheurs et des crises que subit le monde musulman, notamment l'Irak, la Syrie, la Palestine, le Liban et d'autres pays de la région.

Cette conférence s'est déroulée en présence de personnalités politiques et religieuses de nombreux pays de quatre continents. La dirigeante de l'opposition iranienne a estimé que la solution pratique pour établir la paix, la tolérance et la démocratie dans la région était d'en évincer le régime iranien. Concernant les événements de la région, elle a souligné:



- Nous condamnons les bombardements de la population palestinienne sans défense par Israël. Nous demandons des mesures internationales urgentes pour faire cesser le carnage et les attaques contre les civils et nous soutenons les efforts du président Mahmoud Abbas pour un cessez-le-feu immédiat. Cette attaque qui détourne l'attention du monde de la crise en Irak et en Syrie, sert avant tout les intérêts du régime iranien.
- Les mensonges du régime iranien sur un supposé soutien de l'OMPI à l'EIIL et de contacts avec ce groupe sont de la pure fiction et n'ont pour but que de préparer le terrain à un autre massacre de l'OMPI et à une nouvelle catastrophe humanitaire.
- Tout en exprimant notre indignation devant l'oppression, la répression et les violences à l'encontre des chrétiens à Mossoul, nous saluons la prise de position de l'Association des savants musulmans et des tribus en Irak qui condamne l'exode forcée des chrétiens.

Maryam Radjavi a également déclaré : Le régime iranien et ses agents en Irak s'efforcent de profiter des conditions actuelles en Irak pour réprimer les habitants de Liberty et trouver des prétextes pour en préparer le terrain. Dans ces circonstances, l'ONU et les Etats-Unis doivent respecter leurs engagements et le droit international en transférant de toute urgence l'ensemble des habitants du camp en Europe ou aux USA et jusqu'à ce que cela soit fait, prendre immédiatement des mesures pour les protéger au camp Liberty. Des observateurs de l'ONU et une unité de casques bleus doivent s'installer en permanence à Liberty.

Plusieurs personnalités ont pris la parole dans cette conférence, notamment Sid Ahmed Ghazali, *ancien Premier ministre algérien*, le Dr Nazir Hakim al-Merfaq *secrétaire de la Coalition nationale syrienne* et le Dr Badr Jamous *Vice-président de la coalition syrienne*, Mohammad Al-Orabi, *ancien ministre égyptien des Affaires étrangères*, le cheikh Khalil Merroun, *recteur de la mosquée d'Evry et président du Comité des Musulmans de France en défense des droits des Achrafiens(CMFDDA)*, Cheikh Meskine Dhou, *co-fondateur de CMFDDA*, Na'ayem a-Alajarameh et Madallah Altarawneh, *députés jordaniens*, Na'ima Bushareb, *députée marocaine*, Bernard Kouchner, *ancien ministre*, Rama Yade, *ancienne secrétaire d'Etat*, Walid Phares, *spécialiste du Moyen-Orient*, Marc Ginsberg, *ancien ambassadeur américain au Maroc*, Zahed



Orouge, députée azerbaïdjanaise, Amal al-Dube'i, juge yéménite, Jalal Gandjeï, président de la commission de la Liberté des cultes du CNRI, une délégation d'imams de France ainsi que des représentants d'associations iraniennes.

Des messages Dr Tarek Al-Hachemi, ancien Vice-président irakien et le colonel Riaz Al-As'ad, un des fondateurs de l'Armée syrienne libre (ASL), ont été diffusés.

### **2 hauts responsables iraniens exigent la répression du camp Liberty**

**Le 26 juillet 2014-** Selon des informations venant d'Iran, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale Chamkhani, le chef de la Force Qods de l'Armée des Gardiens de la Révolution iraniens (Pasdarans) ont rencontré la semaine dernière le PM irakien Nouri Al-Maliki, son conseiller à la sécurité nationale Falah Fayaz, et divers responsables politiques et de sécurité irakiens. Lors de ces entretiens, ils ont réclamé un renforcement des mesures répressives et des pressions sur les résidents du camp Liberty.



Abolfazl Zahrevand accompagnait Chamkhani et Soleimani dans ce déplacement. Principal conseiller de Chamkhani pour les opérations terroristes, il s'agit d'un diplomate terroriste bien connu qui a été ambassadeur en Italie et en Afghanistan. Il s'est entretenu avec plusieurs conseillers de Maliki en vue de monter des plans contre les habitants de Liberty.

Zohrevand a demandé de faire monter la pression sur Liberty et déclaré aux responsables irakiens que les habitants du camp ne devaient plus se sentir en sécurité. Il a mis en avant que les pouvoirs iranien et irakien devaient élaborer un plan commun pour rendre le climat le moins sûr possible et le plus insupportable aux habitants.

### **Quatre négociants irakiens renvoyés de l'entrée du camp Liberty**

**Le 23 juillet 2014-** Quatre négociants irakiens venus au camp Liberty pour discuter de l'achat des biens des Achrafiens, n'ont pas été autorisés à entrer et ont été renvoyés par les agents du cabinet du Premier ministre irakien, après avoir attendu des heures à l'entrée du camp sous un soleil écrasant en plein mois du Ramadhan. Or les coordonnées de ces négociants avaient été données à l'avance aux agents irakiens et à la MANUI. Ainsi, ces derniers mois, au moins 75 négociants irakiens voulant acquérir les biens des Achrafiens, ont été renvoyés de l'entrée de Liberty.

Le plan commun de l'ONU et de l'ambassade américaine en Irak date du 5 septembre 2013, approuvé par le pouvoir irakien, souligne : « Le gouvernement irakien autorisera les habitants à vendre leurs biens à tout moment » et « le gouvernement irakien devra sauvegarder et garantir tous les biens d'Achraf ».